



UNION INTERNATIONALE DE LA PRESSE FRANCOPHONE

Par Regine.lefevre7@hotmail.fr

Revue de presse

No 492 en date du 15.10.2019

Dans le cadre des 88 pays et états appartenant à la Francophonie institutionnelle <https://www.francophonie.org/statut-et-date-adhesion-Etats-et-gouvernements-28647.html> et des pays et états non adhérents à la Francophonie institutionnelle (Algérie, Azerbaïdjan et Vallée d'Aoste) dans lesquels se situent des sections de l'Union de presse francophone

Toutes les informations et tous les communiqués en provenance des sections de l'UPF sont gérés par UPF internationale
Seules les informations concernant ces sections, faisant l'objet d'une publication dans la presse, sont reprises dans la revue

SOMMAIRE

- 1 – GOUVERNEMENT EN ROUMANIE – « Le gouvernement de Viorica Dancila est renversé par le Parlement »**
- 2 – GOUVERNEMENT AU MAROC – « Le nouveau gouvernement est composé de 24 ministres »**
- 3 – JOURNALISTE AU CONGO RD – « Reporters sans frontières (RSF) et son organisation partenaire en République démocratique du Congo (RDC) Journaliste en danger (JED) demandent que le passage à tabac d'un reporter, Dominique Dinang, en marge d'un rassemblement politique ne reste pas impuni »**
- 4 – DISPARITION JOURNALISTE EN FRANCE – « Décès du journaliste sportif Eugène Saccomano, la voix du football français »**
- 5 – INFOX – « Lutte contre l'infox : le journalisme est "un paysage un peu plus guerrier qu'avant" »**
- 6 – JOURNALISTES EN ALGERIE – « Des journalistes et des militants arrêtés »**
- 7 – CONFERENCE DE PRESSE EN UKRAINE – « Le président Zelensky passe 12 heures en conférence de presse et bat un record mondial »**
- 8 – AGENCES DE PRESSE MEDITERRANEENNES – « Les agences de presse, appelées à relever les défis imposés par les mutations du paysage médiatique (séminaire) »**
- 9 – PRESIDENTIELLE EN TUNISIE – « Le juriste Kaïs Saïed remporte l'élection présidentielle »**

1 – GOUVERNEMENT EN ROUMANIE – « Le gouvernement de Viorica Dancila est renversé par le Parlement »

<http://www.rfi.fr/europe/20191010-roumanie-le-gouvernement-viorica-dancila-renverse-parlement>

Jeudi 10 octobre 2019

Par RFI

En Roumanie, le gouvernement Viorica Dancila a été renversé par une motion de défiance. Affaiblis par la rupture de la coalition avec leur allié centriste, les sociaux-démocrates se sont retrouvés isolés au Parlement, lâchés par le parti de la minorité hongroise UDMR. À un mois du premier tour de la présidentielle, la Roumanie, entre dans une nouvelle période d'instabilité.

C'est au président de centre droit que revient la tâche de désigner un nouveau Premier ministre. Klaus Iohannis, qui fait actuellement campagne pour sa propre réélection, soutenait la motion de défiance pour faire tomber ce gouvernement qu'il qualifiait de « *défaillant* ».

Mais si cette issue constitue une victoire incontestable pour le chef de l'État, l'avenir s'annonce incertain. Son parti, le PNL, principale formation de l'opposition, pourrait former un gouvernement minoritaire avec le soutien de plusieurs autres.

Mais entre les « anti-système » de l'USR, les centristes de l'ALDE et une formation de gauche issue d'une scission avec le PSD, les intérêts et les priorités ne sont pas toujours les mêmes.

Pressenti pour diriger le prochain cabinet, le chef des Libéraux, Ludovic Orban est aussi loin de faire l'unanimité. Or, le futur Premier ministre devra notamment rédiger le projet de budget 2020, une tâche compliquée par l'explosion des dépenses publiques.

Le FMI a déjà mis en garde contre le risque d'un dérapage du déficit, appelant Bucarest à renoncer à un doublement des retraites d'ici 2022 comme promis par les sociaux-démocrates, une mesure qui serait très impopulaire.

Quant aux sociaux-démocrates, affaiblis par cette motion de défiance, ils pourraient connaître un nouveau revers le 10 novembre. Leur candidate, l'actuelle chef du gouvernement, Viorica Dancila, pourrait être écartée de la présidentielle dès le premier tour.

2 – GOUVERNEMENT AU MAROC – « Le nouveau gouvernement est composé de 24 ministres »

<https://fr.allafrica.com/stories/201910110286.html>

Vendredi 11 octobre 2019



C'est le mercredi 9 octobre que Sa Majesté le Roi Mohammed VI a reçu, dans la Salle du Trône au Palais Royal de Rabat, le chef du gouvernement accompagné de l'ensemble de sa nouvelle équipe gouvernementale qui se compose de la manière ci-après :

Liste des 24 membres du nouveau gouvernement contre 42 :

- Saad Dine El Otmani : Chef de gouvernement ;
- Mustapha Ramid: ministre d'État chargé des droits de l'Homme et des Relations avec le Parlement;
- Abdelouafi Laftit: ministre de l'Intérieur;
- Nasser Bourita: ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'Étranger;
- Mohamed Benabdelkader: ministre de la Justice;
- Ahmed Toufiq: ministre des Habous et des Affaires islamiques;
- Mohammed Hajoui: Secrétaire général du gouvernement;
- Mohamed Benchaaboun: ministre de l'Économie, des Finances et de la Réforme de l'Administration;

- M. Aziz Akhannouch: ministre de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural, de l'Eau et des Forêts;
- ;
- Said Amzazi: ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique;
- Khalid Ait Taleb: ministre de la Santé;
- Moulay Hafid Elalamy: ministre de l'Industrie, du Commerce, de l'Économie verte et numérique;
- Abdelkader Amara: ministre de l'Équipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau;
- Nezha Bouchareb: ministre de l'Aménagement du territoire national, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville;
- Nadia Fettah Alaoui: ministre du Tourisme, de l'Artisanat, du Transport aérien et de l'Économie sociale;
- Aziz Rebbah: ministre de l'Energie, des Mines et de l'Environnement;
- Mohamed Amkraz: ministre du Travail et de l'Insertion professionnelle;
- El Hassan Abyaba: ministre de la Culture, de la Jeunesse et des Sports, porte-parole du gouvernement;
- Jamila EL Moussali: ministre de la Solidarité, du Développement social, de l'Egalité et de la Famille;
- Abdellatif Loudiyi: ministre délégué auprès du Chef du Gouvernement, chargé de l'Administration de la Défense nationale;
- Noureddine Boutayeb: ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur;
- Mohcine Jazouli: ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'Étranger;
- Nezha El Ouafi: Ministre déléguée auprès du ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'Étranger, chargée des Marocains résidant à l'Étranger;
- Driss Ouaouicha: ministre délégué auprès du ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique;

Par la suite, les nouveaux ministres ont prêté serment devant Sa Majesté le Roi. Cette audience solennelle s'est déroulée en présence du chambellan de Sa Majesté le Roi, Sidi Mohammed El Alaoui.

3 – JOURNALISTE AU CONGO RD – « Reporters sans frontières (RSF) et son organisation partenaire en République démocratique du Congo (RDC) Journaliste en danger (JED) demandent que le passage à tabac d'un reporter, Dominique Dinang, en marge d'un rassemblement politique ne reste pas impuni »

<https://rsf.org/fr/actualites/rdc-rsf-se-joint-jed-pour-demander-une-enquete-serieuse-et-approfondie-apres-lagression-dun>

Mardi 8 octobre 2019

Par RSF



Reporters sans frontières (RSF) et son organisation partenaire en République démocratique du Congo (RDC) Journaliste en danger (JED) demandent que le passage à tabac d'un reporter en marge d'un rassemblement politique ne reste pas impuni.

Dominique Dinanga, journaliste pour *Top Congo FM* n'était pas disponible pour couvrir un rassemblement politique organisé samedi 5 octobre à Kinshasa, capitale de la RDC, par l'ancien Premier ministre Bruno Tshibala. Joint avec insistance par un conseiller de ce dernier, il s'est finalement présenté en milieu d'après midi sur le lieu de la manifestation pour couvrir l'événement. A son arrivée, le responsable de la sécurité lui a refusé l'accès à la salle malgré la présentation de sa carte de presse.

En apprenant que le journaliste travaillait pour *Top Congo FM*, quelques-uns des dizaines de militants présents sur place ont alors menacé de le tuer, l'ont mis par terre et frappé à plusieurs reprises. "J'ai reconnu et identifié celui qui m'a porté le premier coup mais les organisateurs l'ont laissé partir", a rapporté le journaliste joint par RSF.

Le présentateur des matinales de *Top Congo FM*, radio très populaire de Kinshasa, a été admis dans un service d'urgences de la capitale congolaise où il a reçu, le lendemain, la visite de l'ancien Premier ministre qui a condamné cette agression.

Pour JED, cette condamnation verbale est "loin d'être suffisante". Tshivis Tshivuadi, son secrétaire général appelle à l'ouverture d'une enquête et estime que les organisateurs de cette manifestation doivent être tenus pour "responsables des dommages subis par le journaliste".

"Il est indispensable que les autorités ouvrent une enquête sérieuse et approfondie pour identifier et sanctionner les auteurs de cette agression, déclare Arnaud Froger, responsable du bureau Afrique de RSF. La sincérité des nouvelles autorités dans leur volonté de faire des médias un véritable quatrième pouvoir sera jugée à l'aune des mesures prises notamment lorsque des journalistes sont agressés gratuitement dans l'exercice de leurs fonctions. Dans le cas présent, les auteurs ayant déjà pu être identifiés par les organisateurs eux-mêmes, il est tout à fait possible que l'enquête puisse aboutir rapidement et que cette agression ne reste pas impunie."

En juillet dernier, le fondateur du site d'information *Libregrandlac* et collaborateur d'*Africanews* **Gaël Mpojo** avait été roué de coups par des inconnus alors qu'il enquêtait sur la situation des femmes qui travaillent dans le secteur minier dans l'est du pays. Aucun des responsables de cette attaque n'a été arrêté.

En 2018, la RDC est le pays d'Afrique subsaharienne dans lequel RSF a enregistré le plus grand nombre d'exactions contre les journalistes. Pour les seules agressions non suivies d'une arrestation, notre organisation a répertorié 25 cas

La RDC occupe la 154e place sur 180 au Classement mondial de la liberté de la presse établi par RSF en 2019.

4 – DISPARITION JOURNALISTE EN FRANCE – « Décès du journaliste sportif Eugène Saccomano, la voix du football français »

<https://fr.sputniknews.com/france/201910071042226038-le-journaliste-sportif-eugene-saccomano-decede-des-suites-dune-deficience-neurologique-selon-les/>

Lundi 7 octobre 2019



Eugène Saccomano, l'une des plus grandes voix du journalisme sportif français, est décédé en région parisienne des suites d'une déficience neurologique à l'âge de 83 ans, relatent les médias.

Selon Var Matin, le journaliste avait passé l'été dernier dans sa demeure familiale varoise où il écrivait ses livres, située dans le village de La Garde-Freinet dont il avait été conseiller municipal de 2001 à 2008. Mais la semaine dernière, il avait dû repartir à son domicile de Rueil-Malmaison pour passer des examens médicaux. Il a été hospitalisé à Suresnes, au sein de l'établissement hospitalier Foch. Le journaliste sera inhumé dans le Var, précise le journal.

Eugène Saccomano, surnommé «Sacco», a commenté des milliers de matchs de football, dont la finale de la Coupe du monde 1998, sur Europe 1 et RTL, stations de radio sur lesquelles il avait créé une émission de débat dédiée à ce sport. Aux Jeux olympiques de Munich en 1972, il a été le premier à annoncer la prise d'otages des athlètes israéliens par un groupe de Palestiniens, rappelle Le Point.

Le célèbre journaliste a passé plus de 40 ans sur Europe 1 avant de rejoindre RTL entre 2001 et 2012. Parti à la retraite, il a encore commenté la Coupe du monde 2014 et l'Euro 2016 pour iTélé et Le Point.

En décembre 2017, il a donné à Sputnik ses pronostics concernant les chances des équipes francophones après le tirage au sort de la Coupe du monde de football. Son roman Bandits à Marseille, publié en 1959, a inspiré le film culte franco-italien Borsalino (1970) dont les rôles principaux étaient tenus par Alain Delon et Jean-Paul Belmondo.

5 – INFOX – « Lutte contre l'infox : le journalisme est "un paysage un peu plus guerrier qu'avant" »

https://www.francetvinfo.fr/internet/reseaux-sociaux/lutte-contre-l-infox-le-journalisme-est-un-paysage-un-peu-plus-guerrier-qu-avant_3650443.html

Mardi 8 octobre 2019

Lutte contre l'infox : le journalisme est "un paysage un peu plus guerrier qu'avant"
À l'occasion de la deuxième édition de Médias en Seine, le festival des médias de demain organisé à la Maison de la Radio à Paris, des journalistes de CNN, Arte et franceinfo analysent comment les médias se sont organisés pour contrer les fake news.

Les fake news répandent leurs contre-vérités depuis quelques années sur la toile et les réseaux sociaux, misant sur la crédulité du public et une certaine avidité pour "l'outrancier". Confrontés à une remise en question nécessaire, les médias traditionnels se sont mis à développer des outils pour rassurer sur la déontologie du métier et reconquérir la confiance du public. Invités à participer à la seconde édition de Médias en Seine, mardi 8 octobre à la Maison de la radio, Melissa Bell, correspondante de CNN à Paris, Bruno Patino, journaliste, directeur éditorial d'Arte France, auteur de *"La civilisation du poisson rouge"*, directeur de l'école de journalisme de Sciences po, ainsi qu'Antoine Krempf, chef de la cellule Le Vrai du Faux de franceinfo, livrent leur analyse de cette nécessaire adaptation du métier.

Les fake news, ou infox, nécessitent-elles un travail particulier des journalistes ?

"Le contexte du métier a changé", explique Bruno Patino d'Arte France. "Maintenant, on vit tous sur les réseaux sociaux dans un univers où se mélangent trois types de messages : l'information, l'influence et la conversation. Quand ces trois types de messages se mélangent, forcément il y a du vrai, il y a du faux, forcément il y a de l'outrancier et il y a du raisonnable". Faire la part des choses quand tout voisine est complexe et le métier est devenu "un paysage un peu plus guerrier qu'avant". "Pour les journalistes, il s'agit de trouver le moyen de renforcer et de développer la confiance avec le public et donc leur crédibilité. Mais d'un autre côté, la chasse aux fake news, le fast-checking, le debunkage, participent aussi à l'exercice des citoyens que nous sommes à ne pas être crédules face à tout message que l'on reçoit."

Un avis partagé par Antoine Krempf de franceinfo. C'est en effectuant une veille sur les réseaux sociaux, que les journalistes de la cellule LE Vrai du Faux détectent des sujets qui questionnent les internautes.

On a trois critères de sélection : la viralité d'une fausse information, l'intérêt du sujet pour le débat public et l'intérêt pédagogique de la démonstration, c'est-à-dire permettre aussi aux gens de s'appropriier les outils pour démonter les infox. *Antoine Krempf, chef de la cellule Le Vrai du Faux de franceinfo*

"Tout ce travail n'est pas glamour, n'est pas facile", confie Melissa Bell, correspondante de CNN à Paris. "Il demande du temps, de l'énergie, de l'argent pour aller mettre les ressources qu'il faut pour aller vérifier ces informations. Aujourd'hui on n'a plus droit à l'erreur."

Une évolution logique

"Le problème c'est qu'en tant que media, on a été beaucoup absent ou plutôt mal présent sur les réseaux sociaux", explique Antoine Krempf. "Du coup, on a laissé le champ à d'autres sources d'information, des fausses sources d'information, à la manipulation ou aux mensonges."

Pour Bruno Patino, y a en effet quelque chose de "logique" dans cette démarche de vérifier. *"Maintenant, lorsque nous nous nourrissons, nous voulons savoir comment c'est fait, comment a été confectionné l'aliment, d'où il vient, sa traçabilité, pour avoir confiance dans la nourriture que nous ingérons. Donc finalement qu'il y ait cette similarité de démarche par rapport à l'information me paraît tout à fait normal."*

Melissa Bell pense également qu'une partie de la population veut vivre finalement dans ce "cercle fermé" mais qu'elle est minoritaire. *"Justement, grâce à des cellules comme Le Vrai du Faux, je pense que les gens aujourd'hui ont beaucoup plus conscience du problème par rapport à 2016".* Un avis partagé par Bruno Patino qui affirme que la crédulité aujourd'hui n'est pas aussi grande qu'on le pense : *"Ce n'est pas parce qu'on est exposé à une fake news qu'on la croit".*

Pourquoi une fake news marche mieux qu'une information vraie ?

"Ce n'est pas parce que vous faite une démarche très professionnelle et formidablement bien documentée que vous êtes à égalité avec le faux", explique Bruno Patino. "Je suis quand même convaincu que sur certaines plateformes sociales, le faux a une viralité supérieure au vrai. C'est ça le souci. Il n'y a pas que la volonté de l'utilisateur qui s'exerce en ligne quand vous êtes sur un réseau social."

Le réseau social n'est pas le miroir de ce qui se passe. C'est un miroir organisé par des algorithmes et la structure algorithmique des grandes plateformes comme Facebook, Twitter etc. Bruno Patino

Ces algorithmes privilégient pour des raisons tout à fait logiques et économiques, ce qui va marcher, ce qui va être viral à ce qui ne l'est pas, explique Bruno Patino. *"Ce n'est pas une course égale entre une fausse nouvelle qui va être outrancière et la vérité."*

Comment lutter ?

Pour Bruno Patino, la discussion avec les plateformes sur leur structure algorithmique doit avoir lieu. Antoine Krempf penche de son côté pour une adaptation à ces codes de viralités évoqués par Bruno Patino. Comprendre comment les informations deviennent virales et surtout comment elles sont construites pour le devenir. Puis adapter la production journalistique tout en restant rigoureux et en respectant la déontologie de la profession. *"Par exemple, pour parler concrètement, on va peut-être se lancer sur des stories Instagram. En fait, construire le récit journalistique d'une manière à ce qu'il soit adapté un peu plus aux réseaux sociaux."*

Les conférences de rédactions sont de toute façon menées par les gens du numérique désormais, confie Melissa Bell qui estime que ce changement est "positif" car ils repèrent les sujets qui font "du clic" et donc suscitent l'intérêt des gens qui veulent en savoir plus, y compris sur "des sujets majeurs".

"Le journalisme a toujours été un journalisme d'offre, précise Bruno Patino. "Depuis la fin du XIXe siècle, on sait bien que ce choix de traitement des sujets ne doit pas être totalement déconnecté des sujets qui sourdent dans la société. L'important c'est qu'il n'y ait pas deux cercles d'information qui soient totalement imperméables l'un à l'autre : d'un côté le cercle journalistique professionnel et de l'autre, tous les sujets dont on parlera sur les réseaux sociaux. C'est pour ça que l'interconnexion des deux est absolument centrale non pas seulement pour le journalisme mais je crois vraiment pour la stabilité et en tout cas la richesse de l'espace public."

6 – JOURNALISTES EN ALGERIE – « Des journalistes et des militants arrêtés »

<https://information.tv5monde.com/afrique/algerie-des-journalistes-et-des-militants-arretes-325678>

Mardi 8 octobre 2019

Par TV5monde avec AFP

La justice algérienne multiplie les poursuites contre des journalistes et des militants du mouvement de contestation, pour de simples publications sur les réseaux sociaux, ont dénoncé lundi 7 octobre des ONG citoyennes et de défense des droits de l'Homme.

Journaliste indépendant et militant de la Ligue algérienne de Défense des droits de l'Homme (LADDH), **Saïd Boudour a été remis en liberté provisoire** lundi 7 octobre en fin de journée, selon Kadour Chouicha, membre de la LADDH à Oran, (350 km à l'ouest d'Alger).

Il a comparu lundi devant le Parquet d'Oran "*pour un écrit sur Facebook*", rapportent la LADDH et le Comité national de libération des détenus (CNLD), qui milite pour la libération des "*détenus d'opinion et politiques*" arrêtés depuis le début du mouvement inédit de contestation du régime.

Inculpés pour des posts sur Facebook

Par ailleurs, cinq militants du Rassemblement Action Jeunesse (RAJ) ont été placés dimanche en détention provisoire, a indiqué lundi à l'AFP Abdelouahab Fersaoui, président de cette association citoyenne en pointe dans le "Hirak", le mouvement de contestation né le 22 février.

Ils sont inculpés d'"*incitation à attroupement*" et d'"*atteinte à l'intégrité et l'unité du territoire*", passible de 10 ans de prison, "*sur la base de publications Facebook*", a-t-ajouté, mais "*pour les avocats, le dossier est vide (...) c'est un procès purement politique*".

Selon un de leurs avocats, Me Abdelhak Mellah, joint par l'AFP, les cinq militants ont été arrêtés vendredi dans un café, après la 33e grande manifestation hebdomadaire d'affilée.

"*On leur reproche d'avoir participé à une manifestation et après perquisition de leur téléphones, ont été trouvées 'des vidéos subversives' qui ne sont que des vidéos des manifestations*", a poursuivi l'avocat, précisant avoir boycotté l'audience de mise en détention, la défense n'ayant pas eu copie du dossier.

Une justice arbitraire

Saïd Salhi, vice-président de la LADDH, a indiqué à l'AFP que "*la justice distribue les chefs d'inculpation à tort et à travers*" et dénoncé des poursuites "*sur la base d'interprétations*".

Le Parquet d'Alger a lui soutenu dimanche dans un communiqué que les dossiers traités "*ne sont pas d'ordre politique*" et assuré qu'"*aucun détenu politique n'est incarcéré*" dans sa juridiction.

Jeudi, Sofiane Benyounes, fondateur du groupe Facebook "Algérie Debout", très actif dans le Hirak, a indiqué à l'AFP avoir été convoqué - pour une raison qu'il dit ignorer - par la police mais refusé de préciser s'il comptait y répondre.

Responsable d'un petit parti d'opposition et figure du "Hirak", Karim Tabbou a été inculpé fin septembre d'"*atteinte à l'unité nationale et incitation à la violence*" et écroué pour des publications sur Facebook.

Les Forces pour l'alternative démocratique, coalition de partis et associations réclamant une transition politique en Algérie, ont vu lundi dans ces récentes arrestations un "*arbitraire politique*" qui "*signe le refus des tenants du pouvoir de tout changement démocratique*".

7 – CONFERENCE DE PRESSE EN UKRAINE – « Le président Zelensky passe 12 heures en conférence de presse et bat un record mondial »

<https://www.sudouest.fr/2019/10/11/ukraine-le-president-zelensky-passe-12-heures-en-conference-de-presse-et-bat-un-record-mondial-6686130-4776.php>

Vendredi 11 octobre 2019

Volodymyr Zelensky, ancien acteur populaire élu en avril président de l'Ukraine, a battu un record jeudi en tenant une conférence de presse d'une durée de plus de douze heures, la plus longue de l'histoire, selon l'Agence nationale ukrainienne des records.

Le précédent record était détenu par le président biélorusse Alexandre Loukachenko, avec une conférence de presse de plus de sept heures.

Presque huit heures après le début de la conférence de presse, qui s'est tenue dans un espace de restauration branché du centre de Kiev, un représentant de l'agence s'était levé pour annoncer le record, qui n'a pas encore été confirmé par un organisme international.

Défilé de journalistes

Le président Zelensky a réagi en manifestant sa surprise, affirmant qu'il était une personne "modeste" et qu'il détestait les célébrations. Le précédent record était détenu par le président biélorusse Alexandre Loukachenko, avec une conférence de presse de plus de sept heures, selon les medias ukrainiens.

Plusieurs centaines de journalistes ukrainiens et étrangers ont défilé à tour de rôle pour approcher Volodymyr Zelensky autour d'une table, dans ce Food Market qui sert des burgers et des pizzas.

Le président ukrainien a abordé plusieurs sujets comme le conflit dans l'est de l'Ukraine, les relations avec la Russie ou sa conversation téléphonique avec le président américain Donald Trump, dont la révélation a valu à ce dernier d'être sous la menace d'une procédure de destitution initiée par les démocrates.

Il a confié aux médias qu'il avait reçu des piqûres pour renforcer ses cordes vocales avant la conférence de presse marathon.

8 – AGENCES DE PRESSE MEDITERRANEENNES – « Les agences de presse, appelées à relever les défis imposés par les mutations du paysage médiatique (séminaire) »

<http://www.mapnews.ma/fr/actualites/culture/les-agences-de-presse-appelées-à-relever-les-défis-imposés-par-les-mutations-du>

Mercredi 09 octobre 2019

Par E.S Hamid Aqerrout

Alger - L'avenir des agences de presse méditerranéennes dépend de leur capacité à accompagner les profondes mutations qui caractérisent le paysage médiatique et à s'adapter aux besoins de plus en plus pressants des citoyens, ont souligné les participants à un séminaire, tenu mardi à Alger, dans le cadre de la 28ème Assemblée générale de l'Alliance des agences méditerranéennes de presse (AMAN).

Le séminaire, organisé sous le thème "Agences de presse face aux nouveaux défis : une opportunité de mutation vers un média global", a été l'occasion pour les participants de mettre l'accent sur le rôle avant-gardiste des agences de presse dans la production et la diffusion d'une information de qualité, crédible et fiable.

S'exprimant à cette occasion, le directeur de la coopération et de la formation à l'Agence tunisienne d'information "TAP", Chawki Allaoui, a estimé qu'il était nécessaire d'investir dans la vidéo qui réalise du profit, en donnant la part du lion à la formation, notamment à l'ère du téléphone mobile, plutôt que les équipements lourds.

Dans sa présentation intitulée "les usages de la vidéo dans une agence de presse, approches méditerranéennes comparées", il a plaidé pour l'élaboration de stratégies marketing, pour s'adapter à l'ère du boom des réseaux sociaux et d'un flux d'information conséquent, en veillant à assurer la mission de service public.

Selon l'orateur, le changement n'est pas seulement technologique ou matériel, mais plutôt culturel, en changeant les mentalités pour opérer cette transition et cette mutation "inéluçtable" vers le média global qui introduit notamment la vidéo, sans peur, ni appréhension.

Pour sa part, Driss Cherif, maître de conférences à l'École nationale supérieure de journalisme et des sciences de l'information en Algérie (ENSJSI), a affirmé que la révolution numérique charrie avec elle de nouvelles transformations qui ont des implications à la fois sur la manière d'accéder et de produire l'information, la façon de la présenter aux lecteurs et la manière de concevoir la pratique journalistique.

La révolution numérique met les agences de presse méditerranéennes à rude épreuve, a-t-il déclaré à la MAP, arguant que grâce à cette révolution, "nous assistons ces derniers temps à l'émergence de nouveaux phénomènes, telles l'abondance de l'information et une multitude de contenus à telle enseigne qu'on parle actuellement de mobilité informationnelle".

"Nous constatons de même l'émergence de nouveaux acteurs, dont les - infomédiaires- comme Google news, tweeter ou facebook, qui sont des producteurs de contenu, ainsi qu'au développement du journalisme citoyen", a dit M. Cherif.

Et d'expliquer que les agences de presse, qui sont un grossiste de l'information, sont en train de perdre des parts de marché face à d'autres médias, arguant que ces agences se trouvent aussi concurrencées par des citoyens qui peuvent eux aussi produire et diffuser de l'information, d'où la nécessité d'élaborer une stratégie pour assurer leur survie.

Les participants ont donc été unanimes à souligner l'impératif d'intégrer la dynamique nouvelle du champ médiatique dans son articulation avec le rôle que continuent d'avoir les acteurs médiatiques traditionnels avec à leur tête les agences de presse.

Dans ce sens, ils ont mis l'accent sur le rôle des médias traditionnels, particulièrement les agences de presse qui demeurent toujours garantes du professionnalisme, de la crédibilité et de la fiabilité de l'information.

Ils ont estimé que le professionnalisme et la fidélisation du public sont des maîtres-mots que les agences de presse méditerranéennes se doivent de maîtriser et de mettre à profit pour relever tous ces défis.

Les intervenants ont cependant relevé l'importance des nouvelles technologies, des réseaux sociaux et du web qui font partie intégrante de " l'écologie de l'information".

A l'ordre du jour de la 28^e Assemblée générale de l'AMAN, à laquelle l'Agence Marocaine de Presse (MAP) est représentée par le directeur de la communication et de la coopération, M. Rachid Tijani, figurent des ateliers sur "l'utilisation de la vidéo aux agences de presse méditerranéennes : approches comparatives", "Les Agences de presse et la révolution numérique. Défis et opportunités" et "Agences de presse face aux nouveaux défis : Une opportunité de mutation vers un média global".

Les participants devront débattre de même de sujets se rapportant aux questions organiques relatives à l'AMAN, particulièrement la date et le lieu de la prochaine Assemblée générale de l'Alliance, les rapports moral et financier.

Une cérémonie de remise des prix des meilleurs articles et photos de presse est également prévue à l'occasion de cette assemblée générale.

Créée en 1991, l'AMAN se fixe comme objectifs le renforcement d'échange d'informations, du dialogue, du développement et de la coopération entre les agences de presse méditerranéennes.

9 – PRESIDENTIELLE EN TUNISIE – « Le juriste Kaïs Saïed remporte l'élection présidentielle »

https://www.lemonde.fr/international/article/2019/10/13/les-tunisiens-appelés-a-voter-pour-le-second-tour-de-la-presidentielle_6015331_3210.html

Dimanche 13 octobre 2019
Le Monde avec AFP



Le spécialiste de droit constitutionnel a recueilli plus de 70 % des voix face à l'homme d'affaires Nabil Karoui, selon des estimations diffusées dimanche soir.

C'est finalement Kaïs Saïed, 61 ans, qui a remporté l'élection présidentielle en Tunisie au casting inédit. L'universitaire spécialiste du droit a été élu président de la République en remportant plus de 70 % des suffrages face à l'homme d'affaires Nabil Karoui, selon des estimations diffusées dimanche 13 octobre en début de soirée. Un sondage de Sigma Consulting pour la télévision nationale lui attribue 76,9 % des voix, tandis que l'institut de sondage Emrhod pour la radio tunisienne Mosaïque FM lui donne le score d'environ 72,5 % des suffrages. Aucun résultat officiel n'est attendu avant lundi, et aucun responsable des deux camps ne s'est pour l'instant exprimé.

A 15 h 30, le taux de participation s'établissait à 39,20 %, en hausse par rapport au premier tour où il avait atteint 49 % finalement.

C'est la troisième fois en un mois que les Tunisiens votaient, après un premier tour de la présidentielle anticipée qui a écarté tous les dirigeants sortants et des législatives qui ont accouché d'un Parlement morcelé.

Casting surprise

Avec des personnalités aux antipodes, MM. Karoui et Saïed, respectivement 56 et 61 ans, présentaient au moins un point commun : ils ont tous deux créé la surprise il y a un mois en parvenant à s'extraire du peloton des vingt-six candidats.

Tous deux sont notamment parvenus à prendre l'ascendant sur les dirigeants sortants, sanctionnés par une population exaspérée par les chamailleries politiciennes et l'horizon économique invariablement bouché depuis la révolution de 2011.

La mort en juillet du premier président élu démocratiquement au suffrage universel, Béji Caïd Essebsi, a accéléré cette élection de quelques mois, précipitant le pays dans une saga politique dont le dernier rebondissement a été la libération in extremis mercredi, après plusieurs rejets de la justice, de Nabil Karoui. « *Les Tunisiens iront aux urnes sans trop de conviction* », écrivait toutefois dimanche le journal francophone *Le Quotidien* :

« Ce ne sont pas des promesses qui rempliront des ventres et redonneront confiance à un citoyen désemparé et découragé. »

Face-à-face télévisé

Un duel télévisé sans précédent, et très suivi, a finalement opposé les deux rivaux vendredi soir, aux dernières heures de la campagne. L'homme d'affaires Nabil Karoui, au profil plus pragmatique, s'est montré hésitant et parfois imprécis, 48 heures après sa libération. Ce fondateur de la chaîne privée Nessma TV a prôné à la fois lutte contre la pauvreté et libéralisme économique.

Face à lui, l'expert de droit constitutionnel a une fois de plus affiché son intransigeance. A l'aise sur les questions de gouvernance, il a appelé à changer de système pour rendre « *le pouvoir au peuple* », tout en exaltant la primauté du droit. « *Après ce débat, même Nabil Karoui va voter pour Kaïs Saïed !* », ont ironisé certains internautes.

Candidat sans parti, M. Saïed, qui fait siennes les valeurs de la révolution et assume son conservatisme sociétal, avait obtenu 18,4 % des voix au premier tour. Plusieurs formations ont appelé à voter pour lui, dont le mouvement d'inspiration islamiste Ennahdha, arrivé en tête des législatives avec 52 sièges sur 217.

M. Karoui, qui se présente sous les couleurs de Qalb Tounes, un parti qu'il a fondé en juin, avait engrangé 15,6 % de voix, depuis sa cellule de prison. Il a martelé que son arrestation, fin août, à quelques jours du début de la campagne de 1^{er} tour, était « *politique* ». Il a aussi tenté de se présenter en rempart contre l'islamisme, mais peu de formations ont appelé clairement à voter pour lui, y compris au sein de la famille dite progressiste.